



Comité Technique Local (Aude)

21 janvier 2020

DECLARATION

Madame la Présidente,

Comme chaque année, les agents des finances publiques commencent l'année avec la joie des suppressions de leurs emplois et avec un premier Comité Technique Local (CTL) pour les présenter.

Cette année ce sera 4 suppressions d'emploi contre 17 l'année dernière. Pourquoi 17 l'année dernière et 4 cette année ? On ne saura pas, c'est cela le pouvoir des princes.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emploi... résultat ? : moins 500 millions pour le contrôle fiscal en 2018.

Nous connaissons déjà votre réponse : vous allez nous rétorquer que cette année le nombre de suppressions d'emplois est en diminution par rapport aux années précédentes, mais c'est tout de même 1431 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux précédentes :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
-2 667	-2 438	-2 023	-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130

Soit 20037 ETP (équivalents temps plein) depuis l'année 2011 !! Et 1800 ont déjà été annoncées par Bercy pour 2021...

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Mais non satisfait d'en abuser, vous nous « remerciez » en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant leurs salaires, en diminuant leurs promotions etc

Depuis des mois, les agents se sont mobilisés, se mettent en grève dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond. Le Nouveau Réseau de « Proximité » ? Vous aviez promis de donner le calendrier de vos fermetures fin 2019. Or le 07 janvier vous nous répondez que vous n'avez aucunes nouvelles. Le projet pour l'Aude (amendé grâce à la lutte) est-il abandonné ? et si non, si vous annoncez votre calendrier après le 14 février date butoir des mutations, les agents des trésoreries supprimées au 01/01/2021 par exemple pourront-ils faire une demande de mutation malgré le dépassement de la date ?

Comme l'année dernière donc, vous supprimez des emplois alors que les charges augmentent : nouveaux dispositifs comme le PAS, nouveaux contentieux, population, nombre de foyers fiscaux, personnes en difficulté, coups de téléphones, courriers, mails, accueils etc.

Pas un service où ce ne soit la course. Les contentieux qui s'entassent, les titres, mandats, les mises à jour, les gracieux, les prises en charge, les rôles supplémentaires, des collègues qui écrètent pour pouvoir passer les payes ou accomplir leur mission tandis que des responsables mettent la pression sur les congés, les réponses bâclées parce qu'on veut aller vite, les compta à l'arrache, les chefs de services qui demandent à leurs agents de ne plus répondre aux téléphones, des contribuables qui tous les jours nous disent ne pas pouvoir joindre le CDC, et

mettre aussi une plombe à joindre nos centres dont le téléphone est saturé, on est également loin des 48h de réponse sur Balfus, des contribuables mal aiguillés aux accueils faute de temps pour écouter et comprendre, des contribuables qui savent toujours moins comment faire, toujours plus énervés etc... ;

Rien n'y fait, le couperet est donc tombé pour 2020, vous avez fait tourné votre « moulinette » selon vos anciennes expressions, et c'est 4 suppressions d'emploi :

Direction, EDR, PCE, SIE Narbonne.

Personne n'est oublié surtout si on rajoute ceux de l'année dernière : SIP, SIE Carca et Limoux, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, aggro), ...;

(voir tableau des suppressions d'emploi en cours sur notre site).

Le tout avec du matériel d'un autre âge, des applications des années 70, des ralentissements applicatifs, des téléphones qui tombent en rade, des vieux CGI pour rehausser comme on peut des écrans, des chefs de services qui essaient de réorganiser, réaffecter sans cesse les tâches et les moyens humains pour trouver des solutions illusoire, des chefs de services ou

adjoints qui durcissent et dérapent sur les droits des agents, des pressions sur ceux qui osent s'absenter quel que soit le motif administratif ...

Nous vous faisons donc la contre proposition déjà faite l'année dernière : premièrement, refuser de choisir les suppressions d'emploi puisque « ce n'est pas vous » qui décidez des suppressions d'emploi, envoyez un courrier en ce sens à la DG ;

deuxièmement, si le DG n'accepte pas, dites-lui que vous ne pouvez pas choisir, que vous ne savez pas où supprimer et qu'à la place, si le DG ou le ministre refusent zéro suppression, vous proposez la suppression d'un poste d'administrateur : le poste d'administrateur général est vacant, supprimez le donc ou supprimez celui d'AFIP, on vous laisse le choix. Ainsi du point de vue du dogme des économies budgétaires, que nous contestons, mais chères au DG, au gouvernement et à vous-même, le poste d'administrateur équivaut à environ 5 postes d'agents de l'Aude supprimés nationalement.

Enfin, déjà l'année dernière à ce même CTL emploi nous écrivions : « et la retraite par points nous fera baisser nos retraites (même avec l'hypothétique intégration des primes !) ». Le projet est sorti et nous avons raison. Bientôt 2 mois de mobilisation inédite pour défendre nos retraites, contre la baisse des pensions véritable enjeu de classe pour le gouvernement, les monopoles français et l'oligarchie financière.

La lutte s'étend désormais à de nouvelles professions, de nouveaux secteurs, notre enjeu à nous est de l'ancrer dans les entreprises et les administrations jusqu'à les faire céder sur nos revendications professionnelles et générales.

Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques, la mobilisation ! Cela dépend de nous !

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude.

N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11

Mél : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Site de la section de l'Aude : <http://www.dgfip.cgt.fr/11/>